



Communiqué du 27 novembre 2025

Refusons plus que jamais de subir une tragédie de plus

Le 13 novembre 2025, Mehdi Kessaci, qui voulait être policier, a été assassiné à Marseille. Cet assassinat est un acte de représailles contre son frère Amine Kessaci, militant écologiste qui dénonce depuis des années contre le narcotrafic. Il illustre à nouveau l'escalade intolérable de la violence liée à ces trafics. Les réseaux criminels cherchent à imposer une autorité parallèle à celle de l'État, fondée sur la violence, le profit, l'exploitation de la misère et la destruction de la santé des consommateurs. L'interdiction et la prohibition des stupéfiants sans prévention, soutien à l'éducation, revitalisation des quartiers, de la ruralité et des opportunités d'emploi profitent à ces réseaux.

Je tiens à saluer le courage de la famille Kessaci, qui se lève face à ceux qui assassinent et terrorisent les quartiers. Mes pensées vont à toutes les familles victimes du trafic de stupéfiants. Je pense également aux personnes qui, en raison de leur lieu de résidence, subissent cette autorité parallèle. À Dijon, onze fusillades liées aux trafics de stupéfiants ont déjà endeuillé notre ville depuis le début de l'année. Samedi, nous étions des dizaines à rendre hommage à Mehdi Kessaci, et nous refusons plus que jamais de subir une tragédie de plus.

La lutte contre le trafic de stupéfiants est aujourd'hui limitée par le prisme idéologique et souvent raciste de la droite et de l'extrême droite. Elle doit reposer sur une véritable politique publique de terrain, au contact des acteurs qui luttent quotidiennement contre ce fléau : résidentes et résidents, associations de quartier, forces de l'ordre, magistrats, personnel de santé et travailleurs sociaux. Je veux également remercier les associations sportives, culturelles et éducatives qui offrent aux jeunes un cadre les éloignant du trafic.

C'est grâce à ces acteurs que nous pourrions mettre en place des politiques de prévention, éducatives et sanitaires réellement efficaces.

Plus que jamais, l'État doit prendre ses responsabilités pour endiguer ce phénomène tentaculaire qui touche l'ensemble du pays, des grandes villes aux zones rurales et périurbaines.

La lutte contre le trafic de stupéfiants passera par un réengagement complet de l'État et des collectivités dans les territoires :

- Lutter contre la pauvreté et les discriminations ;
- Créer des emplois ;
- Rénover les logements ;
- Modifier l'urbanisme ;
- Soutenir les services publics pour favoriser l'accès aux soins et l'insertion professionnelle ;
- Garantir la sécurité des habitants et faire de la prévention auprès de la population.

Les élus locaux, proches des réalités du terrain, doivent être pleinement associés et entendus dans cette lutte.